

À L'IMPORT ET À L'EXPORT

Produits chimiques : de nouvelles règles

Les pays de l'Union européenne ont adopté en janvier 2007 une nouvelle réglementation économique, intitulée directive Reach, qui est un dispositif d'Enregistrement, Évaluation et Autorisation des substances chimiques. La mise en application de la nouvelle directive devrait intervenir officiellement à partir du 1^{er} janvier 2009.

Rosa Mansouri - Alger

(Le Soir) - Cependant, les entreprises économiques, les fournisseurs des produits chimiques et l'ensemble de leurs partenaires ont disposé d'un délai allant du 1^{er} juin au 1^{er} décembre 2008, pour effectuer le préenregistrement de leurs substances et produits chimiques, auprès de l'agence «Echa», dont le siège est basé en Finlande.

Les pays qui entretiennent des relations économiques avec l'espace européen, à l'exemple de l'Algérie, sont également invités à préenregistrer leurs produits chimiques destinés à l'exportation vers les pays de l'UE, et ce, en se faisant accréditer par un pays de l'Union européenne.

Interrogé sur les dispositions prises par l'Algérie pour intégrer ce processus d'enregistrement, le ministre du Commerce, El Hachemi Djaâboub a souli-

gné que «l'Algérie n'est pas concernée par cette directive européenne». Une déclaration qui suscite toutefois une interrogation, voire même une préoccupation, lorsqu'on sait que l'Algérie exporte une quantité non négligeable des produits chimiques vers l'espace européen et s'approvisionne également auprès des fournisseurs européens au profit des entreprises de production nationale.

Qu'en est-il alors des implications de cette directive sur l'outil de production ? La réponse a été, en tous les cas, donnée par le bureau allemand GTZ qui a réalisé une étude sur ce dispositif, à la demande des entreprises algériennes. Celles-ci craignent, en effet, des répercussions négatives sur la production, dans le cas où leurs fournisseurs européens n'enregistrent pas leurs substances chi-



«L'Algérie n'est pas concernée par cette directive.»

miques auprès de l'organisme accrédité. De plus, les observateurs économiques font part du refus d'enregistrement de beaucoup de substances, dont les nuisances pour la santé et l'environnement ont été prouvées.

Contactée à ce propos, une source du ministère du Commerce, nous a toutefois indiqué que «l'Algérie a pris connaissance de cette directive et de son impact, mais ne peut aller dans le

sens de l'enregistrement de ses produits chimiques tant

qu'aucune note officielle ne lui est parvenue de la part

du Conseil d'association Algérie-Union européenne, lequel veille sur le suivi de toutes les évolutions du marché». Notre interlocuteur rassure, par ailleurs, qu'il incombe aux services de contrôle aux frontières, de procéder à la vérification des produits émanant de l'espace européen.

Il est important de signaler que les entreprises algériennes qui importent certaines substances chimiques en provenance de l'UE seront indirectement concernées et ces mêmes entreprises seront donc confrontées à des difficultés, notamment en matière d'accessibilité aux matières premières, comme dans le domaine des industries chimiques, pharmaceutiques, les peintures, les colles, etc.

R. M.

Qu'est-ce que la directive Reach ?

La directive Reach (Enregistrement, Évaluation et Autorisation des substances chimiques) est un dispositif réglementaire qui vise à améliorer les connaissances sur l'utilisation des produits et substances chimiques.

Elle devrait modifier en profondeur la gestion des substances chimiques par leurs fabricants et importateurs, mais aussi leurs utilisateurs. La directive impose aux entreprises de prouver qu'elles ne commercialisent pas de produits incluant des substances chimiques dangereuses pour la santé des consommateurs et pour l'environnement.

Elle s'applique en principe à toutes les substances chimiques, et pas seulement celles utilisées par les industriels. Elle peut toucher les produits de nettoyage, les peintures, les appareils électriques...

EN DÉPIT DES SCÉNARIOS CATASTROPHE DÉJÀ ÉTABLIS

Toujours pas de stratégie de prévention contre les risques sismiques

S'il est techniquement impossible de prédire des séismes, il est établi aujourd'hui que la région nord de l'Algérie risque d'être le théâtre de séismes de fortes magnitudes.

Nawel Imès - Alger

(Le Soir) - Le scénario projeté par des experts japonais — à la demande de la partie algérienne — est loin d'être optimiste : selon l'étude établie par la Japan International Cooperation Energy, les failles localisées autour d'Alger sont sévères.

Si un séisme de forte magnitude frappait la capitale, les dégâts seraient énormes : pas moins de 56 000 bâtiments subiraient de graves dommages, les ponts, les aéroports et beaucoup de bâtiments stratégiques seraient affectés sans compter l'arrêt de tous les réseaux de services (électricité, eau potable, gaz).

Des prévisions qui auraient dû pousser les pouvoirs publics à mettre en place une stratégie de riposte. Selon le D^r Djillali Benouar de l'USTHB qui animait hier un débat organisé par la revue *Vie des villes* en marge du Salon de l'immobilier, «un scénario

est une représentation cohérente de ce qui pourrait advenir dans le futur.

Il permet d'abandonner les réflexes d'une vision à court terme, ainsi que les réactions ou mesures ad hoc. La méthode du scénario a pour but d'aider ceux qui entreprennent de développer une réflexion stratégique au sein de systèmes complexes, comme le système urbain, lorsque la configuration du futur apparaît incertaine et compliquée.

C'est, en fait, un instrument d'appui permettant de penser l'avenir stratégiquement en vue d'une planification à long terme. Avec pour finalité la nécessité d'«assurer la survie d'un nombre maximum de personnes affectées, rétablir les services essentiels aussi rapidement que possible».

Dans d'autres pays, ces scénarios ont, en effet, permis aux pouvoirs publics d'anticiper. Aux Etats-Unis par exemple, plus de cinq

millions de personnes ont pris part à des exercices de simulation.

Les écoles, les administrations publiques et privées ont tous joué le jeu afin de mieux appréhender le risque sismique.

Chez nous, et après plusieurs drames, il n'existe aucune stratégie ni organisme capable de prendre rapidement les décisions qui s'imposent en cas de sinistre. Pire encore, les pouvoirs publics sont encore au stade de se demander si l'isolation parasismique des constructions doit oui ou non être généralisée. Pourtant, estime M. Azzouz Hamid, P-dg CTC Chlef, «il existe à ce jour, 7 500 constructions dans le monde qui ont bénéficié du contrôle passif des vibrations sismiques dont 6 000 sur isolateurs parasismiques, une technique qui fait la quasi-unanimité».

Au Japon, dit-il, «le recours aux isolateurs parasismiques a concerné 60 bâtiments dans les huit mois qui ont suivi le séisme de Kôbe et maintenant leur nombre a dépassé les 200 bâtiments par an.



Les dégâts énormes causés par le séisme de Boumerdès.

En plus de centaines de structures très importantes, sont venues s'ajouter les maisons de particuliers». Une technique également utilisée aux Etats-Unis, en Italie, en Nouvelle Zélande et en Turquie.

En Algérie, c'est à Chlef que la méthode a été utilisée pour la première fois après le séisme de 1980 en partenariat avec la

Malaisie. Une technique aux avantages non négligeables, puisque «le niveau de protection pouvant être obtenu est très supérieur à celui exigé par les règles parasismiques pour les ouvrages à risque normal. Les ouvrages restent normalement opérationnels, même après les séismes violents. Les appuis restent en principe intacts après un

séisme et sont opérationnels vis-à-vis des nouvelles secousses».

Il s'agit, donc, d'une solution complète qui a évidemment un coût mais au regard des dégâts et des pertes en vies humaines qu'elle peut éviter, le débat ne doit même pas se poser quant à sa généralisation ou pas.

N. I.